



L'expérience de Raccord, fédération de coopératives et d'associations de producteurs

Abdelkrim Anbari

Président de l'association Raccord. Contact : anbariabdakrim@yahoo.fr

Comment est venue l'idée de Raccord ?

L'idée de Raccord est venue après des voyages d'échanges entre agriculteurs de différentes régions du Maroc, dans le cadre des programmes de recherche Aquastress et Sirma, avec l'IAV Hassan II, l'ENA de Meknès et le Cirad. Durant ces échanges, des agriculteurs et des représentants d'organisations d'agriculteurs se sont rencontrés, notamment des associations d'irrigants, des coopératives de production laitière et des coopératives de la réforme agraire. Après plusieurs voyages, on a commencé à discuter sur la pérennité de ces échanges. On était conscient que ces programmes allaient finir, et que si on ne faisait rien, on pouvait perdre le contact.

On a commencé à discuter de nos objectifs en commun pour continuer nos échanges. Il s'agissait d'abord d'échanges de savoir-faire : transmettre des bonnes pratiques sur la production de lait, les problèmes de gestion et de l'irrigation et le partage de l'eau, la gestion des conflits interne au quotidien. Le deuxième objectif était l'approvisionnement en commun et

les échanges de produits entre les agriculteurs adhérents des différentes régions. De façon informelle, on a commencé à échanger des aliments de bétail. On a pas mal débattu de ces objectifs à différentes occasions.

La période d'échange informel a duré 3 ans, de 2006 à 2009. Après, on est passé à l'étape formelle. En mai 2009, on a officialisé la création de Raccord, pour Réseau d'ACcompagnement des Coopératives et Organisations Rurales de Développement au Maroc.

Comment est structuré Raccord ?

Les membres fondateurs de Raccord sont : les fédérations des usagers de l'eau agricole du Tadla et du Moyen Sebou ; l'association *Taghfirrit* d'usagers de l'eau agricole du Souss; cinq coopératives laitières du Tadla (coopératives *Badr*, *Attakadom*, *Chegdalia*, *Wali al Ahd* et *Al Atlas*) ; les coopératives de collecte de lait *Bouzidia* et *Otmania* des Doukkala ; la coopérative *Chahrazad* de production d'agrumes et la coopérative *Rzazka* de collecte de lait dans le Gharb ; les coopératives de collecte de lait *Al*

Massira, Amal Najah et Achabab du Souss ; la coopérative *El Amchroaa* du Moyen Sebou ; et des coopératives de la réforme agraire dans le Souss et les Doukkala.

On a créé un conseil national composé de 39 membres représentant 13 associations et coopératives et un bureau exécutif composé de 7 membres. Toutes les régions sont représentées au bureau exécutif et dans le conseil national.

Nous avons initialement décidé que les cotisations seraient de 5000 DH pour les coopératives par an, et 1500 DH pour les associations. Ce budget devait servir pour organiser les échanges et les séances de formation. Les coopératives ont toujours payé, mais cela n'a pas été le cas pour les associations. On n'a pas insisté sur le paiement pour les associations, vu leur statut législatif différent des coopératives et parce que ces associations manquent de ressources propres.

On n'a pas fait la cotisation en proportion au chiffre d'affaire. Si on avait procédé ainsi, on risquait de rentrer dans une logique où les grandes coopératives diraient qu'elles ont le droit de faire participer un grand nombre de leurs adhérents aux formations. Les petites coopératives ne trouveraient plus leur place. Tout le monde doit avoir accès, c'est le principe.

Maintenant, on est à 18 membres, mais des fédérations membres de Raccord ont plusieurs associations et unions d'associations en leur sein.

Quelles sont les activités de Raccord ?

Notre première activité a été l'achat en commun de foin de luzerne, pour les coopératives adhérentes du Souss, du Tadla et des Doukkala. Par la suite, nous avons débuté des séances de formation.

Dans une première phase, de 2010 à 2012, nous avons pu avoir l'assistance de la fondation Farm pour le financement d'une partie des coûts des formations organisées par Raccord. Farm nous a accordé un financement, à travers le Réseau des Irrigants Méditerranéens, pour la mise en œuvre de 9 modules de formation. Ces formations ont été organisées à destination des agriculteurs des coopératives et associations de Raccord. Raccord était appuyé par un bureau d'étude, Cap Rural, pour réaliser ces formations pendant cette période.

Ces formations ont été assurées dans les 5 régions de Raccord. Les thématiques ont été choisies en fonction des enjeux de chaque région et des besoins déclarés par les adhérents. Les thématiques de ces formations étaient principalement le rationnement des vaches laitières, la gestion administrative pour les gérants des associations et coopératives, l'accompagnement au changement de méthode d'irrigation pour économiser l'eau, et le pilotage de l'irrigation. Les offices de mise en valeur agricole nous ont aidés pour la logistique au début, par exemple en mettant à disposition des salles.



Formations et participation à un congrès international

Durant cette première phase, nous avons aussi organisé deux modules d'université paysanne. L'idée de ces modules était de discuter des aspects autres que techniques, tels que la conjoncture agricole en générale, ou les politiques publiques comme le Plan Maroc Vert. Nous avons l'ambition

d'accompagner différentes coopératives et associations de Raccord à concevoir un projet, qu'ils pourraient ensuite présenter à des bailleurs de fonds pour financement. Ces premiers modules ont donné de bons résultats mais nous n'avons pas pu continuer faute de moyens humains et matériels.

La deuxième phase, à partir de la campagne 2012-2013, a aussi intégrée une coopération avec Sanders, une société de production d'aliments de bétail. Nous avons signé une convention qui a indiqué les responsabilités de chacun, dans un esprit de gagnant gagnant. Nous avons aussi signé un protocole de coopération avec la Cosumar. En tant que Raccord, on permet à ces deux opérateurs économiques de faire la promotion de leurs actions, notamment en ce qui concerne la formation des betteraviers avec la Cosumar.

Les formations avec la Cosumar sont adaptées à cela : ce sont les betteraviers qui bénéficient de ces formations, et ces formations ont été en rapport avec l'irrigation de betterave, en particulier l'irrigation localisée. Avec la Cosumar, Raccord s'occupe de la logistique et des formateurs, et la Cosumar prend en charge la restauration. Avec Sanders, on prend en charge la logistique, et Sanders fournit le formateur. Nous sommes arrivés à travailler dans un climat de confiance et d'intérêt mutuel. De plus, la Cosumar, Raccord et Sanders ont créé un aliment de bétail de complément qui valorise les dérivés de betterave, et qui est commercialisé au niveau des adhérents du réseau. Les producteurs sont très satisfaits du produit.

Trois modules ont été organisés avec la Cosumar, dans le Tadla et les Doukkala, là où il y a les producteurs de betteraves. Avec Sanders, on a fait 4 modules dans le Souss, le Tadla, et les Doukkala en 2013.

Avec les offices de mise en valeur, on s'entend bien. A chaque fois qu'on fait une demande, on discute sur ce qu'ils peuvent faire. On a cherché à faire une convention avec l'office du Tadla comme avec Cosumar et Sanders, mais ils n'ont pas voulu signer. En effet, ils disent que cela correspondra aux tâches de l'ONCA, il faut attendre que ce dernier fonctionne. L'office préfère continuer de prendre en partie les charges de la restauration pour les formations, ou nous prêter une salle. C'est la marge de comportement de l'administration. De plus, pour les formateurs, on trouve plutôt les compétences dans les sociétés privées.

On a pu aussi réaliser 4 modules en 2013 avec la fondation Farm, pour 9000 euros (Farm nous avait attribué 18000 euros entre 2010 et 2012). Raccord a financé de sa part 15000 euros sur les 3 ans pour ces formations. La Cosumar paie directement les charges, Raccord n'intervient pas dans le paiement. Cela a représenté, pour 3 modules, environ 18000 dirhams. Sanders ne met pas d'argent mais fournit des formateurs, 2000 dirhams par jour par module. Ces chiffres montrent la participation de chacun des partenaires. Maintenant, avec la Cosumar on prépare une autre protocole de coopération car le premier est périmé. Avec Sanders on est toujours sur la même convention.

Par ailleurs, Raccord a organisé 8 modules de formation sans financement et appui extérieur. Au total, Raccord a organisé 28 modules de formation entre 2010 et 2013.

Quelle est la spécificité des formations organisées par Raccord ?

Raccord joue un rôle d'intermédiaire, dans le choix des agriculteurs pour les formations et dans le choix des formateurs. Avant Raccord, il y avait

beaucoup de journées d'étude, mais elles n'étaient pas ciblées. Le contenu n'est pas pratique. C'est comme une leçon dans la classe, c'était trop théorique, en français. Il y a beaucoup de monde, on ne peut pas répondre à toutes les questions des agriculteurs. On n'a pas l'homogénéité du groupe.

Dans nos formations, les formateurs sont opérationnels, ils visent l'action. Les formations ont des résultats. On fait des formations de 2 jours et demi avec une évaluation. Cette formation est en général répartie entre 1/3 de théorie et 2/3 de pratique, dans les exploitations des participants. Ces formations ont lieu avec un effectif limité, entre 30 et 35 agriculteurs. De plus, les bénéficiaires des séances de formation doivent transmettre au moins le résumé du contenu de ces formations à un groupe de 10 adhérents de leurs coopératives ou associations.

On fait beaucoup d'efforts pour élaborer des outils d'aide à la décision et à la formation, qui peuvent permettre de faire la différence au niveau de la technique, pour améliorer la production et le rendement. Par exemple, un éleveur a fait la formation et doit équilibrer sa formation et voir l'amélioration de sa production. Idem pour la gestion du pilotage de l'irrigation. On a fait une bonne séance sur le pilotage de l'irrigation en goutte-à-goutte pour le maraichage, notamment la fertigation. Les agriculteurs disent que la fertigation, c'est compliqué. On invite les agriculteurs selon leurs secteurs d'activités, ceux qui peuvent tirer profit de la formation.



Organisation de deux modules de l'université paysanne par Raccord, le premier au printemps mars 2010 en partenariat avec l'Ena de Meknès à Meknès et le deuxième en septembre 2012 au Tadla

Quel bilan pour Raccord ?

Notre premier impact, c'est la préparation des adhérents au changement. Les agriculteurs adhérents commencent à croire à la science. Par exemple, avant, quand on disait qu'il faut une étude bien calée pour le rationnement (énergie, vitamine), les agriculteurs disaient que c'était n'importe quoi, l'animal doit avoir le ventre plein, c'est tout. Les agriculteurs ont maintenant compris qu'il faut que l'alimentation soit équilibrée. Au niveau de l'irrigation, avant les gens ne connaissaient pas le goutte-à-goutte. Maintenant, ils le connaissent, ils savent piloter. Pas mal d'agriculteurs cherchent à passer du gravitaire au goutte-à-goutte. Le petit et moyen agriculteur peut prendre soin de lui, même sans tuteur.

Comme responsables fondateurs de Raccord, nous avons pu tisser des relations avec l'administration et le paysage agricole en général. On a pu faire connaître notre réseau dans plusieurs événements nationaux et internationaux. On a été présent dans le forum international de l'eau, avec les Réseau des Irrigants Méditerranéens. On a aussi participé au congrès des agriculteurs arabes à Khemisset et à Rabat. On a envoyé deux membres en Egypte en 2010. Raccord est devenu membre

dans le comité scientifique et technique du Costea, un comité de réflexion sur les périmètres irrigués, financé par l'Agence Française de Développement. Nous pouvons enrichir d'autres réflexions sur ce qu'on doit faire pour les petits et moyens agriculteurs, en particulier l'agriculture familiale. Tout cela entre dans le bilan qu'on peut tirer dans cette période limitée, avec le peu de moyens qu'on a.

Quels défis pour Raccord ?

On a démarré les formations avec de bonnes conditions, avec Sirma et Aquastress, on a continué après la formalisation du réseau. Les adhérents demandent un niveau un peu avancé de savoir-faire, il nous faut des formations de pointe. Cela demande un rythme d'avancement et de professionnalisme et des moyens en plus. Les cotisations des coopératives ne suffisent pas pour faire cette tâche.

On a aussi d'autres idées, des objets à fabriquer, à mettre à disposition des coopératives dans leur siège. On a fait des demandes de financement. On a proposé à la fondation Farm, mais ils n'ont plus les moyens pour financer cette action.

Quel peut être l'apport d'une expérience comme celle de Raccord pour une meilleure conception et mise en œuvre du développement rural et agricole ?

C'est dommage qu'une association comme Raccord ne puisse pas bénéficier du financement de l'Etat. Pour avoir un financement de l'ADA, il faut avoir un registre de commerce ou passer par un bureau d'étude.

Ces entreprises privées ont souvent peu de relation avec le secteur agricole. Mais les associations et les coopératives ne peuvent pas soumissionner à un appel d'offre. Il faudrait que la loi change, que les associations puissent être opérateurs et puissent avoir accès, sous certaines conditions bien sûr, aux subventions de l'Etat.

De plus, la conception des projets du Plan Maroc Vert s'est beaucoup faite avec des bureaux d'étude, mais leurs diagnostics ne sont parfois pas pertinents. Pour le Pilier I, c'est bon. Il y a une administration, une structure, une équipe de gestion qualifiée. En revanche, pour les projets Pilier II, les projets sont décidés avant la création de la coopérative, puis des agriculteurs sont « ramassés » pour composer le bureau de la coopérative. A l'arrivée, pas mal de coopératives ont bénéficié d'un budget, de machines, des plantations, mais il y a de gros problèmes de gestion.

Je connais un projet avec une unité de conditionnement, même un label de qualité. Les équipements, la machine, tout est là, mais il y a toujours beaucoup de conflits entre les membres fondateurs. Il n'y a pas d'homogénéité professionnelle entre les membres, ils ont des origines et des objectifs différents. Quelqu'un veut faire l'administration, d'autres veulent faire le business, d'autres sont là pour des intérêts politiques. Cela ne va pas renforcer la réussite du projet et cela a souvent abouti à des conflits redoutables. Pour le Pilier II, les projets doivent être conçus pour des structures qui sont déjà existantes, qui cherchent à améliorer leurs actions et leurs revenus.

Raccord a déjà accompagné l'émergence d'un ensemble de coopératives, surtout féminines. Grâce à ces coopératives, de nombreuses femmes font maintenant beaucoup de choses dans leurs maisons pour améliorer leurs

revenus, par exemple le fromage. La particularité de l'accompagnement de Raccord, c'est de s'adapter à la vitesse d'avancement du groupe. Vous prenez le temps pour que les conflits soient gérés en douceur. Il vaut mieux gérer les conflits avant la création de la coopérative ou avant la conception du projet.

Quels sont les projets de Raccord ?

Notre premier projet, ce sont des stations écoles pour l'irrigation. Nous sommes aussi en train de développer des outils perfectionnés, pour mieux transférer le savoir-faire aux petits agriculteurs. Cela concerne le pilotage de l'irrigation en goutte-à-goutte, on a une application informatique pour irrigation collective. Cela concerne aussi l'anatomie des vaches. On est en train de faire une maquette, pour montrer les différentes interventions et opérations sur un animal, qu'on pourra utiliser pendant les modules de formation. Une autre application sert à formuler la ration des aliments de bétail. Ces projets sont encore en cours, ils ne sont pas encore complétés par manque de moyens.

Nous sommes aussi en train de rédiger et préparer des conventions nouvelles avec nos anciens partenaires et nous cherchons bien sûr aussi de nouveaux sponsors et établissements qui croient aux principes de fonctionnement de cette jeune créature qui s'appelle RACCORD.

Entretien fait avec Nicolas Faysse, février 2014